

CONV 106/02

WG I 3

NOTE

| | |
|---------|--|
| Du : | Secrétariat |
| Au : | Groupe de travail I « Subsidiarité. » |
| Objet : | Note de synthèse de la réunion du 17 juin 2002 |

1. La seconde réunion du groupe de travail I "subsidiarité" consacrée à l'examen de la question de l'application du principe de subsidiarité (cf. Conv 90/02) s'est tenue le 17 juin sous la présidence de M. Méndez de Vigo, membre du Praesidium.
2. Tous les conventionnels ont rappelé leur attachement au respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité tel que figurant dans les traités et faisant l'objet du protocole annexé au traité d'Amsterdam. Ils ont souligné la nécessité d'assurer son respect et examiné les moyens d'y parvenir de façon plus efficace.

Les Conventionnels ont en effet considéré que dans certains cas le principe de subsidiarité et de proportionnalité avait été insuffisamment respecté. Il a été aussi indiqué par plusieurs intervenants que l'on surestimait le nombre de ces cas. Certaines estimations ont été avancées évaluant à moins de 5 pour cent des réglementations européennes qui pouvaient être aussi contestées. Ce pourcentage était d'ailleurs en diminution. La perception du citoyen était cependant souvent différente. Il avait le sentiment que la réglementation européenne était souvent excessivement intrusive. Pour au moins un Conventionnel, le non respect du principe de subsidiarité trouvait sa source dans l'absence de répartition claire des compétences. Un grand nombre de Conventionnels a cependant rappelé ses réticences à l'instauration d'un catalogue de compétences.

3. Les membres du groupe de travail ont évoqué et débattu diverses propositions afin d'assurer une meilleure application du principe de subsidiarité. La plupart a estimé que les Parlements nationaux devaient être étroitement associés au respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Plusieurs ont plaidé pour la mise en place d'un organisme (quel que soit son nom) qui comprendrait notamment des représentants des Parlements nationaux et interviendrait à un stade ou l'autre de la procédure d'adoption des textes européens. Plusieurs Conventionnels ont écarté l'idée que l'appréciation du principe de subsidiarité devait être assurée par un organe juridictionnel et ont privilégié un examen par des responsables élus, plus proches des aspirations des citoyens. Ce contrôle devait s'exercer à travers un organe léger et non bureaucratique se réunissant environ six fois par an. Il ne s'agissait cependant pas de créer une seconde chambre ou une institution nouvelle.

Les avis sur la capacité de la conférence des parlements nationaux (COSAC) à voir ses compétences étendues au contrôle de la subsidiarité ont été partagés. Plusieurs ont douté que cette piste soit fructueuse. La proposition de nommer un "monsieur ou une madame subsidiarité" chargé, au sein de la Commission, de veiller au respect du principe de subsidiarité a été avancée ainsi que l'introduction d'une obligation pour la Commission d'ajouter une "fiche subsidiarité" pour toute transmission de proposition législative. La possibilité pour des représentants des parlements nationaux d'être partie aux délégations des États membres a été évoquée ainsi que celle de leur permettre de participer aux comités de conciliation entre le Conseil et le Parlement européen.

4. A l'invitation du groupe de travail, M. Michel Petite, Directeur Général du Service Juridique de la Commission, a expliqué comment son institution, dans la pratique, se conformait et veillait au respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité. Après les années d'intense activité législative dues à la mise en place du marché intérieur, la Commission avait progressivement adapté ses méthodes et réduit le nombre de ses propositions législatives. C'est d'ailleurs le plus souvent des textes anciens qui pouvaient être contestables au regard de la subsidiarité et sur lequel se portait l'insatisfaction du citoyen. Actuellement les obligations contenues dans le protocole d'Amsterdam sont strictement respectées par la Commission et donnent lieu à une intense activité de consultations tant internes qu'externes avant toute proposition d'acte législatif. Les débats à la Commission étaient souvent vifs sur la mise en œuvre du principe de subsidiarité tant cette notion pouvait être interprétée différemment. Le

représentant de la Commission a également souligné le lien entre le choix de l'instrument juridique retenu, son caractère contraignant ou non, et le respect du principe de subsidiarité. Il a rappelé que la Commission devait bien souvent faire face à des pressions d'origines diverses afin qu'elle propose de nouvelles législations. Les actes législatifs adoptés par les institutions comportaient également parfois des demandes d'actions introduites par les États membres ou le Parlement européen.

M. Petite a enfin relevé que la Cour de justice n'avait eu que rarement l'occasion de se prononcer sur l'application du principe de subsidiarité et qu'elle l'avait toujours fait de façon prudente, considérant qu'il s'agissait d'un principe essentiellement politique et sur lequel son contrôle était essentiellement de nature formelle.

5. M. Nickel, Directeur Général de la Direction Générale des Commissions et Délégations du Parlement européen, a noté que son institution n'avait que peu à traiter de l'application du principe de subsidiarité car, lorsque le Parlement intervenait dans la procédure législative, l'examen par la Commission ou le Conseil avait déjà eu lieu au moins pour l'essentiel. Il convenait de veiller à ce que le cours de la discussion ou le passage par un comité de conciliation ne conduise pas à l'écarter. M. Nickel a relevé que la subsidiarité n'avait été que rarement invoquée devant la Cour dans des affaires auxquelles le Parlement était partie. Élargissant son propos, le Directeur général a apporté son éclairage sur les moyens de renforcer l'implication des parlements nationaux dans le processus de décision communautaire.
6. M. Jos Chabert, ministre et ancien président et membre du Comité des Régions, a présenté son point de vue sur l'application du principe de subsidiarité dans les relations entre les entités décentralisées et les États. Il a également décrit le fonctionnement des institutions belges et indiqué que le fonctionnement de la Cour d'arbitrage entre entités fédérées pouvait être source d'inspiration.
7. Le président a clôturé la séance en indiquant que la prochaine réunion du groupe se tiendrait le 25 juin à partir de 14h30.